

CALAIS-VINTIMILLE

La politique migratoire de la France en question

Lundi 10 octobre, emmenée par Pierre Laurent, une délégation du PCF s'est rendue à Calais toute la journée. La secrétaire départementale du PCF des Alpes-Maritimes, Cécile Dumas, en faisait partie. Dès son arrivée à Calais, la délégation a clairement expliqué sa volonté « de refuser les effets d'annonce et privilégier l'écoute et le dialogue avec les associations, les responsables politiques, les salariés et les réfugiés ».

Par **Samia Connor**

Ainsi, la journée a commencé par une réunion de travail avec les militants communistes et les élus du territoire calaisien. Elle s'est ensuite poursuivie avec des bénévoles de différentes associations, présentes régulièrement auprès des migrants, et par une rencontre avec des salariés du port et de l'Eurotunnel. Des discussions avec le directeur du centre d'accueil et des « habitants » au cœur de la « jungle » ont également eu lieu.



Délégation PCF à Calais

LA RÉALITÉ DE LA « JUNGLE » DE CALAIS

Tout d'abord, il faut comprendre que cela représente le lieu de « vie » de 10 000 personnes. La vie s'y est, en effet, installée, grâce à l'incroyable capacité de l'être humain de construire une micro-société avec rien.

Ce site d'accueil se partage en trois endroits : le « centre Jules Ferry », extrêmement sécurisé, qui accueille les femmes et les enfants, le « CAP », le centre d'accueil des hommes dans un « village » de containers et, enfin, la « jungle », située entre les deux premiers.

Les deux centres sont gérés par l'association « Vie Active ». Cette association laïque, créée il y a 100 ans, dispose de 137 salariés sur le site de Calais, en capacité de servir quotidiennement près de 3 000 repas et même capable d'aller jusqu'à 8 000. Pouvant aussi proposer au moins 2 000 douches par jour. Ce qui fait dire à Cécile Dumas que « ces lieux ressemblent à la planification de la misère mais ce n'est pas ça, la vie ! ».

Cette affirmation est encore plus vraie lorsque l'on entre au cœur de la « jungle », où la volonté de structuration par quartier est visible : rassemblement par nationalité avec, dans plusieurs endroits, des écoles, un quartier commercial avec des épiceries,

des restaurants, des boulangeries, un « magasin » de montres, de téléphones portables, de chaises... mais surtout de l'insalubrité, de l'humidité, du bricolage, un grand bidonville avec des conditions de vie indignes.

Le directeur du CAP et du centre Jules Ferry attire l'attention de la délégation sur les annonces faites à la volée dans les médias. En effet, de nombreux responsables politiques voudraient croire ou faire croire que tout le monde voudrait passer en Angleterre. Le directeur du centre, Stéphane Duval, affirme que ce n'est pas le cas et qu'il y aurait au moins 50 % des « habitants » du CAP qui voudraient rester en France, en particulier les Soudanais. Il attire aussi l'attention sur le nombre de nationalités présentes. Elles sont multiples : Afghans, Somaliens, Irakiens, Soudanais, Erythréens, Éthiopiens, Pakistans, Maliens... des pays où règnent le chaos et où la France et l'Angleterre ne peuvent pas se dédouaner d'une certaine responsabilité.

L'AVIS DES ACTEURS ÉCONOMIQUES DE CALAIS

Pour avoir une vision globale de la situation calaisienne, la délégation du PCF a rencontré des travailleurs de la zone portuaire et de l'Eurotunnel. Le délégué syndical du port exprime la

difficulté de tenir « tous les bouts », entre la situation des migrants, inacceptable et indigne, et celle des salariés qui se sentent en difficulté dans l'exécution de leur travail, parfois même sous pression sécuritaire.

Hervé Caux, secrétaire général de la CGT du port, souligne le lien entre la baisse de 8 % de l'activité du port et le flux migratoire. En revanche, celle du tunnel a augmenté de 10 %, officiellement sécurisé en premier par choix politique. En réalité, ce serait surtout par choix économique. En effet, les autorités portuaires ont décidé de stopper le développement de ferroutage pour acheminer les marchandises, utilisant l'argument des migrants qui entrent dans les trains et qui saccageraient ces marchandises.

On peut aisément se demander pourquoi les frontières sont aussi faciles à traverser pour les marchandises et remplies de barbelés pour les humains. N'est-ce pas le premier paradoxe de la situation ?

Une autre question vient à l'esprit : n'est-il pas plus simple pour le « patron » du port de rendre coupables les migrants plutôt que d'assumer sa politique de la concurrence sauvage et du dumping social ?

En revanche, se pose une vraie question quant à la politique migratoire de la France et de l'Angleterre qui permettrait peut-être assez simplement de ré-

concilier les acteurs économiques avec les droits humains de tous.

ET LES ALTERNATIVES ALORS ?

Tout d'abord, l'ensemble de la délégation s'accorde à dire que la situation ne peut pas se régler seulement depuis Calais et pas avec le silence de l'Europe. De plus, annoncer le démantèlement de la « jungle » le 17 octobre paraît irresponsable car rien n'est réglé pour l'hébergement temporaire de ces 10 000 personnes. Or, tout le monde sait que beaucoup d'entre eux reviendront à Calais. Se pose donc la question d'y garder une structure digne d'accueil.

Rien ne pourra s'améliorer sans la remise en cause totale de la politique migratoire de la France. « Comment la France peut-elle sans arrêt mettre en cause la fermeture de la frontière anglaise alors qu'elle fait la même chose à la frontière italienne à Vintimille ? », s'insurge Cécile Dumas. En effet, lui répond Marie-Christine Vergiat, députée européenne, « c'est d'autant plus vrai que le taux d'immigration en Grande Bretagne est de 3 pour 1000 alors qu'en France, il est de 0,6 pour 1000 ». Quand on entend ces chiffres, on démystifie rapidement les discours d'invasion de la droite ou de l'extrême-droite. La France est maintenant en 14e position par rapport à sa population au regard de l'accueil des demandeurs d'asile.

Le droit d'asile doit donc être revitalisé en France et les CADA (Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile) doivent obtenir beaucoup plus de moyens afin de faciliter la démarche. Il est urgent de planifier dans tout le pays des centres d'accueil et d'orientation avec la présence de services publics comme vont le faire Paris et Ivry. Voici des pistes de propositions énoncées par Pierre Laurent lors de cette journée. Le secrétaire national du PCF dit très clairement que la France doit renouer avec sa politique d'accueil et l'Europe, au lieu de décider de construire des murs, doit initier des voies légales de migrations afin de permettre aux personnes de se déplacer.



File d'attente pour les repas



Une partie des tentes de la « jungle »